



ARCHITECTE D'AVENIR

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché de fournitures courantes et services

Mission Locale Ouest Audois – Reprise de l'infrastructure informatique et télécom de la structure

MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE
(Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la Commande Publique)

Sommaire

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	1
Article 2 – OBJET DU MARCHÉ :	3
Article 2 – ALLOTISSEMENT :	3
Article 3 – INTERVENANTS :	3
3.1. Pouvoir adjudicateur	3
3.2. Sous-traitance	3
3.3. Autres intervenants	3
Article 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS ET GÉNÉRAUX :	4
4.1. Documents contractuels	4
4.2. Documents généraux	4
Article 5 – OPTIONS – VARIANTES – PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES :	4
5.1. Options	4
5.2. Variantes	4
5.3. Prestations supplémentaires éventuelles	4
Article 6 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES :	4
6.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	4
6.2. Dispositions applicables en cas de travailleur étranger	4
Article 7 – EXÉCUTION FINANCIÈRE DU MARCHÉ :	5
7.1. Caractéristiques des prix	5
7.2. Modalités de règlement des prix	5
Article 8 – MODALITÉS D'EXÉCUTION :	6
8.1. Représentation des parties	6
8.2. Forme des notifications et informations au titulaire	6
8.3. Délais et point de départ des délais	6
8.4. Lieux d'exécution	6
Article 9 – RÉCEPTION ET ACHÈVEMENT DE LA MISSION :	6
Article 10 – RÉSILIATION DU MARCHÉ :	7
10.1. Redressement ou liquidation judiciaire	7
10.2. Résiliation des contrats	7
Article 11 – GARANTIES – RESPONSABILITÉ – ASSURANCES :	7
11.1. Garanties	7
11.2. Responsabilité	8
11.3. Assurances	8
Article 12 – DEVELOPPEMENT DURABLE	8
Article 13- RÈGLEMENT DES LITIGES : LES VOIES DE RECOURS	8

Article 2 – OBJET DU MARCHÉ :

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est un marché de fournitures courantes et services portant sur : **Mission Locale Ouest Audois – Reprise de l'infrastructure informatique et télécom de la structure**

Le ou les lieux d'exécution sont les suivants :

Le siège :

6 rue Jean Antoine Chaptal – 11000 CARCASSONNE → Emplacement du serveur

Les sites ruraux :

4b Avenue du Général Leclerc – 11400 CASTELNAUDARY

5 Avenue de la gare – 11300 LIMOUX

3 rue Jean Vilar – 11200 LEZIGNAN CORBIERES

La description précise des prestations figure au Cahier des charges.

Article 2 – ALLOTISSEMENT :

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

Article 3 – INTERVENANTS :

3.1. Pouvoir adjudicateur

La Mission Locale Ouest Audois

3.2. Sous-traitance

Le prestataire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne publique et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6. du CCAG FCS.

3.3. Autres intervenants

SANS OBJET.

Article 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS ET GÉNÉRAUX :

4.1. Documents contractuels

En complément de l'article 4.1. du CCAG FCS, l'ordre de priorité des documents contractuels est le suivant :

- 1° L'acte d'engagement
- 2° Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- 3° L'offre technique du titulaire

4.2. Documents généraux

- 1° Le Cahier des Clauses Administratives Générales de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS) issu de l'Arrêté du 30 mars 2021
- 2° [Le Code de la Commande Publique](#)

Article 5 – OPTIONS – VARIANTES – PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES :

5.1. Options

- Le présent marché ne fait pas l'objet de découpage en tranche

5.2. Variantes

Les variantes sont tolérées, elles devront toutefois majoritairement respecter les conditions qui figurent dans le cahier des charges.

5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le présent marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

Article 6 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES :

6.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

L'article 6 du CCAG FCS s'applique.

6.2. Dispositions applicables en cas de travailleur étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identifiant fiscal.

La monnaie du compte de marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché du JJ/MM/AAAA ayant pour objet Mission Locale Ouest Audois – Reprise de l'infrastructure informatique de la structure.

Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiements seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 7 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ».

Article 7 – EXÉCUTION FINANCIÈRE DU MARCHÉ :

7.1. Caractéristiques des prix

7.1.1. Forme du prix

Les prix initiaux sont fermes et sont basés sur un loyer mensuel exprimé en euro TTC.

7.1.2. Contenu des prix

Les prix du marché sont TTC et sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, objet du marché.

En complément de l'article 10.1.3. du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

7.2. Modalités de règlement des prix

Les prix initiaux sont fermes et sont basés sur des mensualités exprimées en euro TTC.

Les paiements des mensualités seront réalisés sous forme de prélèvement sur la base des éléments figurants au contrat. Il conviendra que le candidat fournisse un RIB et un mandat de prélèvement pour l'application de cette condition.

Les paiements des interventions ponctuelles seront réalisés sur une base 30 jours fin de mois.

Article 8 – MODALITÉS D'EXÉCUTION :

8.1. Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3. et 3.4.1. du CCAG FCS, dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du présent marché sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.

8.2. Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Courriel
- Tout autre moyen de communication électronique permettant d'assurer la traçabilité des échanges.

8.3. Délais et point de départ des délais

Les délais d'exécution et leur point de départ sont fixés dans l'acte d'engagement.

8.4. Lieux d'exécution

Le siège se situe au 6 rue Jean Antoine Chaptal – 11000 CARCASSONNE

Article 9 – RÉCEPTION ET ACHÈVEMENT DE LA MISSION :

SANS OBJET.

Article 10 – RÉSILIATION DU MARCHÉ :

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 inclus du CCAG FCS avec les précisions suivantes :

10.1. Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le titulaire du marché notifie sans délais le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant d'attester une date certaine. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité. En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

10.2. Résiliation des contrats

En cas de demande de restitution anticipée par le Locataire ou le Loueur, le Loueur, s'il l'accepte, émettra une facture de réajustement des loyers calculée selon la formule suivante : $FR = LAP - LEP$. FR = Facture de réajustement des loyers. LAP = Somme des loyers à percevoir si la durée et le kilométrage, tels que constatés au jour de la restitution anticipée, avaient été fixés contractuellement à l'origine. LEP = Somme des loyers effectivement perçue au jour de la restitution anticipée. Cette modification peut donner lieu à la perception de frais d'opération, au barème en vigueur au jour de la demande, que le Locataire s'oblige à régler au Loueur dès lors que sa demande est acceptée. Le barème est disponible dans les agences du Loueur ou auprès du Département Consommateurs du Loueur ou sur le site internet du Loueur.

Article 11 – GARANTIES – RESPONSABILITÉ – ASSURANCES :

11.1. Garanties

Il est fait application des dispositions de l'article 33 du CCAG FCS.

11.2. Responsabilité

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Le titulaire est entièrement et exclusivement responsable, pénalement et civilement, de tous les dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non, directs ou indirects qui pourraient être causés à l'occasion de l'exécution du marché, du fait de son personnel, des biens, équipements et matériels dont il a la garde, tant vis-à-vis des tiers qu'aux biens (meubles et immeubles), équipements et matériels dont il pourrait avoir la garde.

Le titulaire n'est exonéré de sa responsabilité que s'il est en mesure d'établir que le dommage est imputable à un cas de force majeure.

11.3. Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le prestataire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code Civil.

Le titulaire devra fournir, avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par la personne publique pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

Il s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Article 12 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Le marché ne fait pas appel à des clauses sociales et environnementales

Article 13- RÈGLEMENT DES LITIGES : LES VOIES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER
04.67.54.81.00

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des litiges en matière de marchés publics
Place Félix-Baret CS 80001 Cedex 06
13282 MARSEILLE
Tél. : 04 84 35 45 54 (Mme Catherine Pietri)
Courriel: catherine.pietri@paca.gouv.fr